

« L'internationalisme est révolutionnaire et toujours d'actualité »

Le 150^e anniversaire du premier congrès de l'Internationale a été marqué à Genève par une soirée militante et un débat animé

me mo En septembre 1866, une soixantaine de délégués venus de plusieurs pays se réunissaient à Genève pour le premier congrès de l'Association internationale des travailleurs, lancée deux ans plus tôt à Londres. Les bases d'une union ouvrière transcendant les frontières étaient posées. Une soirée a commémoré cet événement la semaine dernière.

«**G**roupons-nous et demain, l'Internationale sera le genre humain...» Ce 29 septembre, les paroles de l'Internationale ont résonné dans les murs de l'Université ouvrière de Genève, entonnée par quelque quatre-vingts militants, debout, le poing levé. A l'initiative du syndicaliste Georges Tissot et en collaboration avec la Communauté genevoise d'action syndicale et le Collège du travail notamment, une soirée était en effet organisée pour marquer le 150^e anniversaire du premier congrès de l'Association internationale des travailleurs (AIT) tenu à Genève en septembre 1866 (voir *L'Événement syndical* du 14 septembre). Après une présentation par les historiens Marc Vuilleumier et Marianne Enckell, ainsi que l'interprétation de chansons ouvrières par des acteurs de la Comédie, un débat était consacré au thème «Quel internationalisme ouvrier pour le XXI^e siècle?».

«Il nous est apparu intéressant d'avoir un regard sur l'internationalisme provenant de Moscou», a expliqué Georges Tissot en présentant la première intervenante, Julia Gousseva, collaboratrice au centre d'éducation et de recherche moscovite Praxis. Mauvaise pioche: la jeune femme s'est contentée de lire un texte idéologique de peu d'intérêt duquel il ressortait que les fondateurs de l'AIT avaient vu tout juste et qu'il fallait donc s'inscrire dans leur ligne.

Normes de l'OIT...

La salle s'est un peu réveillée avec le second orateur. «Le congrès de Genève constitue un tournant majeur. L'internationalisme y est posé comme une condition sine qua non de l'émancipation des travailleurs. Cette conception est révolutionnaire et toujours d'actualité», a relevé Bernard Thibault.

L'ancien secrétaire général de la CGT a aussi évoqué les enjeux de l'Organisation internationale du travail (OIT), dont il occupe un siège au conseil d'administration: «Le Code international du travail peine à s'imposer. Il est grand temps d'imposer les normes de l'OIT à l'ensemble des Etats, mais aussi aux entreprises», a-t-il souligné, en plaidant pour des «sanctions dissuasives». «Il incombe au mouvement syndical d'obtenir les droits sociaux les plus développés pour l'ensemble des travailleurs», a conclu le cégétiste. «Un travailleur sur deux dans le monde exerce son activité sans contrat de travail, c'est hallucinant.»

...ou lutte des classes ?

Lors du débat avec la salle, plusieurs personnes ont interpellé le Français. Jeune apprenti, Jonathan lui a reproché son «pantouflage à l'OIT» et de ne pas avoir soutenu à l'époque les salariés en conflit chez Continental et Goodyear. Bernard Thibault a rétorqué que sa fonction à l'OIT n'était pas rémunérée et qu'il n'avait pas de comptes à rendre sur son action à la tête de la CGT: «J'ai terminé mon mandat par un rapport approuvé par 83,5% des délégués, ce qui importe pour moi est l'avis des syndiqués.» Une réponse un peu courte, mais qui a toutefois été applaudie par la moitié de la salle. «L'internationalisme ouvrier ne peut se réduire aux normes de l'OIT, même si elles sont importantes», a lancé de son côté Vincent Leggiero. «Il faut remettre sur pied une internationale de

Entre histoire et actualité. L'Internationale a été entamée par les participants à la soirée placée sous le thème «Quel internationalisme ouvrier pour le XXI^e siècle?». A la tribune: Julia Gousseva, Georges Tissot et, tout à droite, l'ancien dirigeant de la CGT française, Bernard Thibault.



classe. C'est au travers de la lutte des classes que l'on peut mener le combat contre la guerre et l'exploitation», a soutenu le mécanicien et syndicaliste aux Transports publics genevois (TPG). «Bernard, tu fais une confusion, l'OIT n'est pas l'héritière de l'AIT, mais bien le mouvement syndical», a aussi dit Marianne Enckell. L'animatrice du Centre international de recherches

sur l'anarchisme de Lausanne a regretté que soit abandonnée l'idée d'abolition du salariat, jugeant qu'elle devait rester une «finalité des syndicats». Bernard Thibault a assuré ne pas faire abstraction des «notions de lutte des classes et de capitalisme». «Mais il ne faut pas opposer la mobilisation des travailleurs aux outils à disposition des syndicats. La moitié des travailleurs

dans le monde n'a pas le droit de se syndiquer. Lorsqu'on arrive à autoriser les syndicats aux îles Fidji, ce n'est certes pas la fin du capitalisme, mais c'est très important pour les militants dans la clandestinité.»

Jérôme Béguin ■

Photos | Neil Labrador



Autour de Georges Tissot, Marianne Enckell et Marc Vuilleumier ont parlé des aspects historiques du congrès de la Première Internationale.

Un siècle et demi, quatre internationales et des poussières

Créée en 1864, l'Association internationale des travailleurs (AIT) est connue sous le nom de Première Internationale, car les divisions entre les «centralistes» partisans de Karl Marx et les «fédéralistes» représentés par Michel Bakounine provoquent sa dislocation en 1876. En 1889, les partis socialistes qui voient le jour se regroupent dans l'Internationale ouvrière. Divisée sur l'attitude à tenir envers la guerre, cette Deuxième Internationale éclate toutefois en 1914. La création d'une Troisième Internationale en 1919 dans la foulée de la révolution d'Octobre confirme la fracture entre communistes et socialistes. En 1938, les militants antistaliniens derrière Léon Trotsky se rassemblent dans une Quatrième Internationale, qui connaîtra nombre de scissions. Aujourd'hui encore, le mouvement ouvrier et socialiste n'a pas surmonté ces divisions.

180 millions de membres

Le mouvement syndical affiche une meilleure cohésion. D'abord membres des I^{re} et II^e internationales, les syndicats mettent sur pied dès 1901 leurs propres conférences et en 1913 à Zurich une Fédération syndicale internationale voit le jour. Aujourd'hui, la Confédération syndicale internationale, à laquelle est affiliée l'Union syndicale suisse, s'appuie sur 333 organisations représentant 180 millions de membres dans 163 pays. Avec toujours cette idée énoncée à Genève en 1866: défendre les droits des travailleurs à la faveur de la coopération internationale.

JB ■

à poing levé

TTIP pas top !

TAFTA, TTIP, TISA, CETA, nous avons tous déjà entendu ces acronymes barbares dans les médias. Entre rumeurs, partisans et détracteurs, pas facile de faire le tri, surtout quand tout se déroule dans le plus grand secret des «dieux». Et puis après tout, ces traités de libre-échange sont l'affaire des Etats-Unis, du Canada et de l'Union européenne! En quoi ça nous regarde, nous, les Suisses? Et bien il semblerait que les retombées économiques ne s'arrêtent pas aux frontières. L'émission A bon entendeur du 27 septembre s'est penchée sur les bouleversements que pourrait engendrer le TTIP sur la façon de consommer en Suisse mais aussi sur le sort des agriculteurs, principaux concernés par ce traité. En effet, l'avènement de la plus grande zone de libre-échange du monde et donc la libre circulation des biens et des services va doper la concurrence. Et entre un steak américain élevé aux hormones et une pièce de bœuf suisse élevée dans des conditions strictes respectant la santé de l'animal et du consommateur, le prix passe du simple au double. Si le TTIP est avalisé, l'Union suisse des paysans prévoit qu'un tiers des éleveurs suisses mettront la clé sous la porte.

En plus d'être une vraie menace pour l'agriculture suisse, le TTIP autoriserait la commercialisation de produits importés qui ne répondent pas aux règles en vigueur en Europe. On pense aux aliments comportant des OGM, des hormones, des antibiotiques ou encore certains pesticides à des doses prohibées chez nous. Quoi de plus hypocrite que de trouver sur nos étals du poulet issu de l'élevage intensif et lavé au chlore alors que nos propres lois interdisent l'élevage en batterie? On ne joue pas dans la même cour et encore moins avec les mêmes règles. Et il ne faut pas rêver, une harmonisation des standards de sécurité et des lois sera inévitable. Ceci dit, il ne faut pas attendre du plus gros pourvoyeur d'OGM de la planète qu'il se plie à nos exigences! Les Etats-Unis ne laisseront aucune chance à l'Union européenne, et à la Suisse a fortiori.

Si on ne sait pas précisément ce qui est en train de se tramer, le secret qui entoure les négociations relatives au TTIP suffit à mobiliser la société civile, qui crie haut et fort son inquiétude. Car ce qui est en jeu, c'est le piétinement de nos règles liées à l'environnement et à notre santé, ce sont des grandes vagues de licenciements dues à la concurrence, c'est la prise du pouvoir par les multinationales, c'est la détérioration des conditions de travail, le creusement des inégalités ou encore la privatisation du secteur public. Parce que nous tenons à notre mode de vie, à nos services publics, à la transparence, à notre bien-être et à notre santé, ne les laissons pas pactiser dans notre dos. Plus que jamais, il est temps de dire NON au TTIP!

Manon Todesco ■

Rendez-vous le 8 octobre à 15h sur la place Fédérale à Berne! (voir aussi en page 7)



Même si aucune femme n'a participé au congrès de l'AIT, Marianne Enckell a présenté quelques personnalités ayant eu un rôle important ces années-là, dont cette féministe genevoise, partisane de l'organisation des femmes par dessus les frontières.